



Pour publication immédiate : 08/13/2015

GOUVERNEUR ANDREW M. CUOMO

## LE GOUVERNEUR CUOMO RECLAME UNE EXEMPTION FEDERALE POUR QUE LES PROPRIETAIRES TOUCHES PAR LE SUPER OURAGAN SANDY SOIENT PRÊTS A RECEVOIR LES REGLEMENTS DE LA FEMA

Le Gouverneur Andrew M. Cuomo a demandé aujourd'hui que le Secrétaire au Logement et Développement urbain (U.S. Housing and Urban Development) (HUD) des Etats-Unis Castro exerce ses pouvoirs discrétionnaires pour exempter de la réglementation sur les duplications d'avantages les propriétaires touchés par le Super Ouragan Sandy. A moins d'une dérogation, la réglementation exigerait que les New Yorkais touchés qui recevront désormais des fonds supplémentaires de la FEMA et du Programme national d'assurance contre les inondations ( National Flood Insurance Program) suite aux récents règlements juridiques remboursent les fonds accordés par NY Rising.

« Annuler cette exigence n'est pas seulement une politique intelligente – c'est la bonne chose à faire », **a déclaré le Gouverneur Cuomo.** « En quelques jours, le Super Ouragan Sandy a bouleversé des millions de vies, et de nombreuses personnes continuent de rassembler les morceaux de ce qu'ils ont perdu. Ils méritent notre plein soutien, et j'exhorte le Secrétaire au Logement et Développement urbain Castro à nous aider à mieux reconstruire. »

« Les efforts de reprise à long terme du Gouverneur Cuomo suite à Sandy, Irene et Lee, ont été une réussite considérable, en partie en raison du partenariat solide et productif de l'Etat de New York avec HUD », **a déclaré Jamie Rubin, Commissaire du Renouveau du Logement et des Communautés de l'Etat de New York.** « Annuler l'exigence sur la duplication des avantages dans ces cas est une politique publique qui a du sens pour les gouvernements fédéral et de l'Etat, en termes de temps, d'argent et de précieuses ressources, qui doivent continuer à être destinées à la reconstruction de communautés résilientes. De manière plus importante, notre mission est aussi de servir rapidement et efficacement les propriétaires qui vivent dans ces communautés et ont subi de plein fouet les effets dévastateurs de Sandy, ce que nous pensons sera mieux accompli en leur épargnant d'autres difficultés. »

« Mettre en application l'exigence sur les duplications d'avantages dans cet exemple est vraiment injuste pour ces victimes en particulier du Super Ouragan Sandy, qui ont

déjà attendu assez longtemps pour être indemnisées de manière adéquate pour leurs dégâts liés à la tempête », **a déclaré Lisa Bova-Hiatt, Directrice Exécutive par intérim du Bureau de reprise suite aux tempêtes du Gouverneur.** « Il est clair qu'il n'y a pas de procédure raisonnable pour administrer ces fonds et le coût en temps de personnel et ressources allouées dépasse de loin le recoupement potentiel que l'Etat de New York pourrait réaliser au nom d'HUD. »

Les fonds fédéraux de reprise suite aux tempêtes accordés via la subvention de développement communautaire du programme de reprise suite aux catastrophes d'HUD – aux régions touchées par le Super Ouragan Sandy, l'Ouragan Irene et la Tempête Lee, sont règlementés par la loi Robert T. Stafford sur l'aide en cas de catastrophe et l'aide d'urgence assurant que les propriétaires ne reçoivent pas plusieurs avantages fédéraux pour le même but.

Le programme de reprise du logement NY Rising (NY Rising Housing Recovery) a offert près de 800 millions de dollars à environ 11 000 propriétaires en accord avec ces directives, déduisant le financement fédéral incluant la FEMA et les [subventions](#) du programme national d'assurance contre les inondations (National Flood Insurance Program) (NFIP) de la subvention totale NY Rising, avant que les propriétaires ne terminent le programme.

Les récents défis légaux de la FEMA/NFIP et les nouveaux cas portés devant la FEMA pour une réévaluation nécessiteront désormais que les propriétaires, qui reçoivent des règlements ou d'autres allocations, remboursent potentiellement les fonds au programme NY Rising. Cette procédure créerait une lourdeur administrative pour de nombreuses agences du gouvernement, représenterait un fardeau financier important et aggraverait les retards pour les propriétaires qui ont souffert pendant près de trois ans en se remettant de cette tempête dévastatrice.

La loi Stafford autorise l'exemption des exigences sur les duplications d'avantages lorsque le directeur d'une agence la considère comme étant dans le meilleur intérêt du gouvernement fédéral. Il y a 902 personnes dans l'Etat de New York qui ont fait un procès à la FEMA pour recevoir un paiement supplémentaire d'assurance contre les inondations totalisant plus de 45 millions de dollars, dans le cadre du NFIP.

Les subventions moyennes pour les propriétaires sont d'environ 20 000 \$ avec une déduction jusqu'à 60 pour cent pour les frais d'avocat et dépenses. D'autres déductions obligatoires comprennent potentiellement les paiements pour les sociétés de prêt hypothécaire des propriétaires, l'Administration des Petites Entreprises pour les remboursements de prêts d'après la tempête, ainsi que d'autres prêteurs de tierce partie, organismes de subventions et assureurs. Une fois que ces remboursements seront établis au cas par cas, NY Rising aurait alors à recalculer chacune des 902 subventions de reprise, puis à déduire le solde de règlement, dans une fourchette de 0\$ à 8 000 \$, comme duplication d'avantages. Le recoupement de l'Etat de New York est potentiellement moindre que le coût de gestion de cette procédure, qui est estimé à 1,5 million de dollars en temps de personnel et ressources.

De plus, il y a au moins 3 900 personnes dans l'Etat de New York qui ont demandé à la FEMA de reconsidérer leurs demandes d'indemnisation NFIP, espérant une aide supplémentaire NFIP. Si ces personnes reçoivent d'autres fonds NFIP, elles devront aussi payer en premier lieu les frais de procédure, les sociétés de prêt hypothécaire et l'Administration des Petites Entreprises, ainsi que toutes les autres tierces parties mentionnées.

###

Des informations complémentaires sont disponibles à [www.governor.ny.gov](http://www.governor.ny.gov)  
État de New York | Executive Chamber | [press.office@exec.ny.gov](mailto:press.office@exec.ny.gov) | 518.474.8418